

Voici quelques extraits de la déclaration du colonel Biggar, président de la section canadienne de la Commission permanente canado-américaine de défense. Je prierai mon très honorable ami de dire s'il désapprouve aucune parole de cette citation du colonel Biggar, que je sais être un de ses amis, qu'il tient en haute estime.

Quand deux pays ont un commun intérêt dans la défense de leurs territoires respectifs, le simple bon sens leur commande d'étudier leurs problèmes ensemble.

On ne peut résoudre d'un seul coup les problèmes de la défense commune. Tous les dangers possibles des opérations des ennemis doivent faire l'objet d'une profonde étude avant d'agir de concert. Les gouvernements des pays intéressés doivent s'entendre sur les responsabilités que chacun doit assumer. Il faut clairement définir ces obligations. Chaque gouvernement doit être convaincu que l'autre est en état de remplir la tâche qui lui est assignée. Une entente est nécessaire au sujet de la manière dont les forces de chacun doivent être accrues par l'autre. Les mouvements de troupes doivent être coordonnés; il faut tenir compte de la capacité des moyens de transport disponibles, arranger les méthodes de communications entre les forces de chaque pays, et étudier en détail les problèmes relatifs au ravitaillement, et le reste. De plus, il faut assurer l'élasticité des plans. Il importe de voir à leur modification au besoin. Tout cela prend du temps, beaucoup de temps. Il serait désastreux d'attendre la pression de l'ennemi pour que deux pays se concertent sur l'amélioration de leurs plans. C'est ce que de récents événements ont prouvé à l'évidence.

Les dispositions prises par le président des Etats-Unis et le premier ministre à Ogdensburg font face à tous les besoins de la situation. Comme son nom l'implique, la Commission permanente canado-américaine de défense est permanente. Elle doit fonctionner sans interruption.

La formation de la Commission n'impose aucune obligation à l'un ou l'autre pays. La Commission a pour mission d'étudier les problèmes qui surgissent et faire rapport de temps à autre aux deux gouvernements sur les mesures qu'elle croit nécessaires.

Il n'y a rien dans tout cela qui puisse nuire le moins du monde à l'appui que le Canada peut fournir à l'Angleterre dans la poursuite de ses hostilités outre-mer. Rien non plus ne peut entraver l'aide que les Etats-Unis ont donnée et continuent de donner, afin, comme l'a dit récemment le président Roosevelt, de résister aux forces du mal qui cherchent à conquérir l'univers et détruire partout et aussi souvent que possible. De fait, les travaux de la Commission permettent d'accroître, à un certain degré, cet appui et cette assistance.

Je ne comprends pas l'argument de mon très honorable ami, qui dit que si l'Angleterre est vaincue nous tomberons également. Je ne suis pas prêt à accepter cette assertion, car même si la Grande-Bretagne était défaite l'Amérique du Nord existerait encore, continent dont la population sera bientôt de 150 millions d'habitants. L'un des pays de ce continent, les Etats-Unis, est en voie de prendre les précautions nécessaires contre une

invasion par l'Allemagne. Mon très honorable ami dit que tout cela est inutile. Mais répudie-t-il l'entente, comme je l'appellerai, entre les autorités de Washington et d'Ottawa sur cette question de commune défense? Pense-t-il que le Canada n'a pas besoin de se joindre aux Etats-Unis et donner toute l'aide possible pour la défense de ses propres rives? Ne croit-il pas que le Canada doive se rendre compte de sa propre dignité et refuser au pays voisin de faire tout le travail? Préparons-nous sur le Pacifique, où nous sommes exposés à faire face à un ennemi, un ami de l'Axe. Et il y a des dangers possibles sur l'Atlantique. Mon très honorable ami dit-il que l'entente d'Ogdensburg ne vaut rien et n'aurait pas dû être conclue?

Le très honorable M. MEIGHEN: Je n'ai jamais dit cela. J'ai contesté le droit du Gouvernement canadien de signer un accord comportant des obligations sans le soumettre au Parlement, et je nie que nous ayons aucun droit de compter pour nous sauver dans ce conflit sur aucun pacte de cette nature ou sur aucun projet de défense continentale.

L'honorable M. DANDURAND: Nous savons tous que l'Angleterre est notre première ligne de défense, et nous la renforçons de notre mieux. Mais mon très honorable ami croit-il que si la Grande-Bretagne est vaincue, c'est la fin pour nous?

Le très honorable M. MEIGHEN: Non, je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. DANDURAND: Je devrais conclure des observations de mon très honorable ami qu'il tient l'accord d'Ogdensburg pour inutile. Je veux connaître son opinion.

Le très honorable M. MEIGHEN: Je n'ai pas dit qu'il ne valait rien. Toutes les nations dont les intérêts sont communs devraient avoir des discussions d'état-major au sujet de la défense. Mieux vaut être prêt pour combattre, si c'est nécessaire, que de ne pas l'être. Mais je dis que dans le conflit actuel c'est sur le théâtre de la guerre seul que le Canada pourra trouver son salut.

L'honorable M. DANDURAND: Nous sommes tous d'accord là-dessus. Les Etats-Unis, sans avoir déclaré la guerre, font tout en leur pouvoir pour aider le Canada et l'Angleterre. J'ai entendu dire que la moitié de leur production de munitions et autre matériel de guerre est envoyée en Angleterre. J'ignore si c'est exact, mais je sais que la Grande-Bretagne a un pressant besoin d'approvisionnements des Etats-Unis. Cependant, mon très honorable ami semble croire que ce bon vouloir, ces relations, cette amitié,